

défense, qui décide de certaines dépenses. D'après ce que nous avons entendu dire, surtout par les candidats les plus confiants au poste de premier ministre, il est peu probable que le gouvernement canadien changera de politique tant que le pouvoir restera aux mains du parti d'en face.

Il faudrait rappeler au ministre de la Production de défense qu'il a un autre portefeuille. Nous avons accueilli avec joie la création de cet autre ministère. Le ministre connaît sûrement mieux que la plupart des membres du comité le mandat qui lui a été confié à titre de ministre de l'Industrie. L'article 7 définit certaines de ses responsabilités, et précise notamment qu'il doit stimuler l'établissement, l'expansion, l'efficacité et le rendement des industries manufacturières au Canada; et élaborer et mettre à exécution des programmes et initiatives appropriés. Même s'il doit dépenser de l'argent comme ministre de la Production de défense, je l'exhorterais à se préoccuper davantage de son autre rôle, sans oublier que ses fonctions et celles de son collègue, le ministre de la Défense nationale, ont placé des secteurs entiers de la population canadienne dans une situation économique très vulnérable.

Même dans son nouveau rôle de ministre de l'Industrie, le ministre ne nous a pas donné jusqu'ici d'assurance véritable que le gouvernement fédéral a vraiment pris l'initiative d'assurer à cette collectivité une autre base économique qui pourrait faire contrepoids à la situation vulnérable où elle se trouve en raison de sa dépendance du domaine de la défense. Cela est vrai d'autres endroits où les gens dépendent encore plus directement de la production de défense.

Même si le ministre est ici, en ce moment, à titre de ministre de la Production de défense, je tiens à signaler que je n'ignore pas son autre rôle. Je me suis renseigné auprès de l'Agence de développement régional du ministère de l'Industrie et l'on m'a assuré que l'Agence était toute disposée à collaborer avec les gens de l'endroit s'ils désirent nommer un commissaire à l'industrie. On m'a dit que le fonctionnaire pertinent du ministère, qui a déjà séjourné quelque temps en Colombie-Britannique, et qu'il apportera toute l'aide qu'il pourra.

[M. Barnett.]

Comme le ministre le sait, nous avons eu des discussions récemment au sujet des régions désignées, mais celle dont il s'agit ici n'entre pas dans cette catégorie. Jusqu'ici, que je sache, à part les quelques conseils qu'il a donnés, le ministre de l'Industrie, ne s'est pas vraiment efforcé de présenter des politiques qui donneraient suite aux dispositions de la loi en ce qui concerne la mise au point et la réalisation des programmes et des entreprises qui s'imposent. A mon avis, il ne devrait pas perdre cet objectif de vue.

Comme il l'a si bien signalé au député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles, nous étudierons peut-être des crédits du ministère de la Défense nationale plus tard. Je reconnais que, si j'ai des questions à poser sur les changements qu'il y aurait peut-être lieu d'apporter à cet établissement, je devrais les adresser au ministre de la Défense nationale. J'admets avoir parfois discuté de ces choses avec le ministre et je ne lui demande pas de répondre en ce moment à mes questions sur les changements que l'on pourrait apporter à l'établissement lui-même.

● (4.50 p.m.)

Vu les déclarations comme celles que le député de Springfield et le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles viennent de faire, le ministre, même s'il est ici en tant que ministre de la Production de défense, devrait pouvoir nous dire ce qu'il pense vraiment de l'importance relative des deux rôles qu'il joue dans le fonctionnement du gouvernement du Canada. Il devrait, à ce titre, être en mesure de nous dire où nous allons et quel genre de direction le gouvernement du Canada envisage afin de tenir compte de la nouvelle conjoncture économique qui surgirait si la guerre du Vietnam prenait fin demain. Il devrait pouvoir nous dire ce qui arrivera probablement dans une petite collectivité comme celle dont je viens de parler, si son collègue le ministre de la Défense nationale recommandait la fermeture de la base de Comox le mois prochain et si le gouvernement approuvait cette recommandation.

Ce sont là des questions réelles et importantes dans le contexte de la situation mondiale et de l'économie générale du pays ainsi que son équilibre industriel. Elles sont aussi